
SINGAPOUR – Déjeuner de travail des cadres des ALT et des RALO
Mercredi 26 mars 2014 – 07h00 à 08h00
ICANN – Singapour, Singapour

ARIEL LIANG: Bonjour à tous. Nous sommes ici à Singapour. Bonjour, bonsoir à tous les participants à distance. Bienvenue au petit déjeuner des responsables des ALT et RALO. Aujourd’hui nous sommes le 26 mars. Il est 7 heures du matin à Singapour.

Nous avons un service d’interprétariat en français, en espagnol et en chinois. Veuillez donner votre nom lorsque vous prenez la parole. Essayez de parler clairement. Nous vous demandons de parler à une vitesse normale pour permettre aux interprètes de vous suivre. Merci.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Je suis Olivier Crépin-Leblond. Bonjour, bienvenue à tous pour cette session qui a lieu très tôt ce matin. Il est 7 heures 20. Nous allons avoir une session très courte.

Nous allons parler de quatre points. Le premier, la politique élaborée par les RALO et l’amélioration et la participation du travail des ALS. Ensuite, nous allons parler de la sensibilisation dans les régions. Un travail important.

Remarque: Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Ensuite, du renforcement des capacités dans les régions et, finalement, de l'accessibilité. Nous allons commencer par les politiques élaborées par les RALO et par l'amélioration de la participation des ALS. Alan Greenberg, vous avez la parole.

ALAN GREENBERG:

Nous avons besoin d'améliorer les choses parce que nous passons notre temps à dire aux gens, comme vous l'avez fait hier au cours de la réunion et avec le Conseil, que nous devons avoir davantage de déclarations qui soient faites plus tôt dans le processus.

Et nous devons faire ce travail et nous devons faire des déclarations un peu plus longues. Ces jours-ci, les déclarations sont assez courtes et il faut les faire traduire aussi.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND:

Merci beaucoup Alan. J'allais faire une petite introduction sur ce document. Vous êtes rentré directement dans le vif du sujet. Oui, j'ai remarqué une série de choses. D'abord, nous prenons beaucoup de temps pour regarder les annonces et trouver une façon de s'organiser pour voir qui sait qui va écrire la première déclaration.

On a 21 jours pendant la période initiale et ensuite de nouveau 21 jours dans la période de réponse. On peut envoyer notre déclaration à la fin de ces 42 jours. Le problème c'est que, parfois, ce n'est pas en accord, en synchronité avec les travaux du conseil. Et donc, parfois, après les réunions du conseil, après les réunions du personnel, après les réunions du groupe de travail.



Donc il nous faut être en synchronisation avec d'autres groupes. Et puis il faut donner le temps aux utilisateurs finaux de commenter.

Ensuite, nous devons avoir une meilleure communication au sein de notre structure At Large pour être capables d'envoyer ces informations et d'obtenir, de demander des commentaires mais de ne pas non plus les surcharger de commentaires.

J'ai rencontré beaucoup de gens qui appartiennent aux ALS qui sont des boursiers et qui me disent: ma boîte d'email est tellement pleine que je ne sais par où commencer tellement je reçois de mails.

Je crois qu'il y a Evan, Holly et, ensuite, Wolf.

EVAN LEIBOVITCH:

Ce problème que vous décrivez, c'est un problème qui existe depuis le début. Il appartient à la conception du système d'ICANN. Il ne peut pas y avoir de choses, un système avec une prise de décision du bas vers le haut avec seulement 21 jours de période de commentaires. Ensuite, il faut traduire, il faut distribuer, il faut le donner aux ALS, il faut en discuter, il faut le reprendre. C'est quelque chose qui prend plusieurs mois, pas moins d'un mois.

On en a déjà parlé et, depuis que je travaille chez ICANN, on en parle. Ça n'a pas été modifié. On peut dire qu'on a besoin d'accélérer les choses, d'accord. Mais il y a tellement de choses à faire qu'on est là, on essaie de suivre le rythme, on essaie d'utiliser notre instinct avant de consulter nos régions.



Mais, vu le temps que nous avons, c'est la meilleure façon de le faire, de travailler, même si ce n'est pas logique. On a même des situations dans lesquelles At-Large a des bonnes idées qui apparaissent après des mois de travail de beaucoup de gens et puis une personne prend la parole au cours du Forum Public et va attirer l'attention sur ce que nous avons fait.

Et c'est un système qui est tout à fait inacceptable. Il n'y a pas eu de changement. Je me demande si on peut faire des changements, simplement en modifiant la façon dont fonctionne ICANN. Je sais que le multipartisme est important, je sais qu'il y a beaucoup de modèles de multipartisme mais je me demande si les autres pourraient tenir compte de ce type de consultations qui sont nécessaires et donner davantage d'importance à tout ce travail qui est fait par notre communauté. On peut demander aux gens de travailler plus rapidement mais on ne peut pas non plus accélérer davantage les choses.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Vous avez dit que 42 jours n'étaient pas suffisants?

EVAN LEIBOVITCH: Pour faire la traduction des problèmes, pour permettre aux ALS d'accéder au vocabulaire, pour permettre aux ALS de débattre et de présenter cela à leur RALO, non. 42 jours, cela ne suffit pas.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Holly, vous avez la parole.



HOLLY RAICHE: Et quelques suggestions. Si certains d'entre nous participent aux discussions politiques au niveau du groupe de travail et je sais qu'il y a une politique contre le fait que les personnes qui travaillent dans le groupe de travail soient aussi les personnes qui vont rédiger ce rapport mais ce sont des personnes qui vont avoir une expertise.

Est-ce qu'on peut modifier cette loi et dire que la personne qui connaît le problème puisse faire un petit résumé et dire: voilà, les choses sont comme ça. Ça permettra à la personne qui est au courant de faire un petit rapport rapidement et, comme ça, ALAC sera au courant de ce qui se fait. Voilà, on a créé d'ailleurs un espace avant les 42 jours, pour pouvoir créer un espace avant les 42 jours de réflexion, pour pouvoir déjà commencer à réfléchir.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Oui, c'est ce qui devrait se passer. Mais, formellement, ce n'est pas ce qui se fait. Est-ce qu'on pourrait le proposer comme meilleure pratique et, comme ça, le faire savoir à nos membres?

HOLLY RAICHE: Oui, je pense qu'on attend trop. Si on appartient au groupe de travail, le temps de lire le matériel, de se mettre à rédiger le travail, il y a tellement d'explications à donner. Si on a déjà donné les explications, c'est plus facile de demander aux gens de se mettre à réfléchir. Donc je pense que ce serait un système de bonne pratique. Dire: voilà, c'est comme ça qu'on veut travailler sur les politiques et, déjà, être au



courant avant que notre période de commentaires publics et de réponses commencent.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Wolf Ludwig?

WOLF LUDWIG: Merci Olivier. À mon avis, il y a deux problèmes de base ici. Le premier, c'est ce que vous avez décrit dans votre introduction comme donc le cadre de travail du processus de politiques. Ce cadre de travail est conçu pour des personnes qui peuvent travailler pendant leurs heures de travail sur ces problèmes du point de vue commercial, du point de vue gouvernemental, du point de vue technique et du point de vue de l'unité constitutive.

Mais ce cadre de travail ne fonctionne pas pour les personnes qui travaillent comme bénévoles. Et comme c'est toujours le cas depuis que je participe à ALAC, les personnes avec qui nous travaillons sont des bénévoles. Je travaille ici depuis 2006-2007. Et donc je dirais que c'est une grande contradiction qu'il y a parce que nos ALS ne peuvent pas fonctionner et ne peuvent pas répondre aux attentes, ne peuvent pas respecter ces chronogrammes qui sont faits pour un environnement de professionnels. Donc voilà, c'est le premier point. Et c'est pour cela que j'essaie d'encourager en permanence les membres à participer davantage à ce processus politique.

Et puis il y avait un autre point qui a déjà été mentionné. Actuellement, les déclarations, les remarques ou les plaintes sont toujours faits à



travers les emails. Nous faisons des emails sur les petites annonces, les grandes annonces, parfois des choses qui sont importantes ou d'autres fois qui ne sont pas importantes pour nos membres.

D'accord, c'est bien. On est au courant de tout. Les équipes, les personnels d'At Large sont très efficaces et nous maintiennent au courant. Toutes les petites déclarations, annonces faites par ICANN nous sont annoncées. Mais cela ne reflète jamais la réalité de la personne qui reçoit ces annonces. La réalité de cette personne qui les reçoit est une personne qui participe à At-Large ou dans un RALO et cela ne représente qu'une petite partie de la réalité de cette personne.

Donc c'est très difficile de suivre la grande quantité de mails sans parler du contenu de ces mails. Moi, je consacre beaucoup de temps mais il y a des moments où je ne peux plus. Je consacre beaucoup de temps à ICANN mais il y a des jours où j'ai une priorité et d'autres où je ne peux pas. Il y a des jours donc où j'efface ces mails d'ICANN.

Et le troisième élément est le fait que beaucoup de ces problèmes sont simplement trop spécifiques et trop compliqués et ne correspondent pas vraiment à la perception, du point de vue de l'utilisateur, de problèmes importants.

Si vous êtes un membre d'ISOC, vous avez sûrement un niveau technique qui vous permet de comprendre certaines choses mais tous nos membres n'appartiennent pas à ISOC. Ce sont des gens qui viennent de la société civile, qui viennent donc de groupes qui travaillent sur la protection de la vie privée, ce genre de choses. Ils sont plus proches de cela. Mais pour eux, l'IDN et ce genre de choses, ce n'est pas leur



problème. Donc pourquoi leur dire de participer si ce n'est pas un truc qui les intéresse?

Vous vous rappelez peut-être Olivier que, en 2013 à Lisbonne, on a demandé à tous nos membres de nous donner cinq sujets, cinq thèmes qui les intéressaient en priorité. Le premier donc était la confidentialité, la vie privée, et la protection de la vie privée et la protection du consommateur. Je ne me souviens pas des cinq thèmes prioritaires mais je me rappelle qu'il y en avait cinq.

Et moi, d'après mon expérience, je peux vous dire que je vais arrêter de les déranger s'il y a des questions qui ne concernent pas la politique courante.

Si donc les consultations ne concernent pas un de ces cinq thèmes, je ne vais pas leur en faire part. Je vais leur demander leur opinion si c'est un de ces cinq thèmes. Sinon, j'oublie. Voilà. Donc c'est un petit peu un concept qui est conçu de manière à aller du haut vers le bas mais ça finit par créer des conflits. Et donc ça crée des conflits et ça ne peut pas marcher comme ça. Ça ne peut pas fonctionner.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Merci Wolf. Je demandais à Sylvia si toutes les ALS participent ou reçoivent les annonces d'ALAC. Si c'est le cas, ça fait beaucoup d'emails. Bien j'ai ici Evan qui veut répondre.



EVAN LEIBOVITCH:

Oui, je voulais dire que c'est peut-être une question de choix d'outil. Par exemple, si on a une taxonomie de hashtag avec le Twitter, on peut filtrer tout cela à l'exception des thèmes d'intérêts. Parfois, c'est bien d'avoir une taxonomie, un hashtag que l'on utilise pour ces thèmes et, à ce moment-là, on est sûrs que ces annonces répondent à ces thèmes. Ce ne résout pas le problème mais je pense que les listes d'emails sont compliquées. Mais, enfin, ils n'aiment pas ça par exemple. C'est une question de génération je dirais.

Donc les outils existent. Si vous voulez faire un tri du matériel que vous recevez, c'est possible. Ça existe. Il y a des mécanismes qui sont là pour le faire.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND:

Merci Evan. Maintenant j'ai Alan, Garth, Tijani et Dev.

ALAN GREENBERG:

J'avais quelque chose à dire assez rapidement. Le système de mail que nous utilisons peut aussi cibler certains sujets.

Je suis tout à fait d'accord avec toi, Wolf. On a nos listes d'emails qui sont pleines de choses sans grande importance. On n'a pas besoin de dire aux utilisateurs du monde entier ce qu'ils doivent faire pour avoir un ticket de gala. Et c'est ce que nous faisons pourtant! Nous leur donnons ce type d'information. C'est une annonce interne d'ALAC, oui.



Nous le faisons en permanence. Nous faisons ce genre de choses en permanence. Donc nous devons régler ce type de problèmes. Peut-être qu'un jour on y arrivera.

Nous n'aurons jamais plus qu'une petite poignée de gens qui vont s'intéresser à toutes les politiques. Donc il nous faut arrêter de penser que le système politique qui va du bas vers le haut et qui se développe donne quelque chose de parfait. Ce n'est pas comme ça que ça marche. Ce n'est pas comme ça que les gens vont travailler, avec quelques rares exceptions. Donc il faut être pragmatique.

J'ai écrit une nouvelle déclaration. J'étais la seule personne dans le groupe de travail dans ce cas-là donc je ne pense pas que j'ai un rôle comme ça. Je ne pense pas que ce soit correct. Cette personne ne doit pas écrire la déclaration mais on ne peut pas continuer à retarder les choses. On ne peut pas retarder les choses lorsqu'on a une réunion mensuelle d'ALAC donc ça demande davantage de discipline. Si on peut faire travailler davantage de gens dans les groupes de travail, par exemple la liaison de la GNSO, je ne vais pas aller faire cinq ou six demandes par mois.

Et donc nous devons faire travailler davantage de gens avec un groupe de travail et nous n'allons pas modifier la démographie générale mais nous devons améliorer notre travail parce qu'il y a trop de charge de travail sur trop peu de gens.

Et l'ATRT- 1 et 2 ont fait une série de recommandations sur la période de commentaires et la période de 21 jours + 21 jours va changer. Je ne sais pas quel est le remplacement, on ne me l'a pas dit. Mais on m'a dit

que ça allait être modifié suite aux déclarations de l'ATRT-2 et des recommandations.

Et il y a une tentative. De nouveau, l'ATRT-2 a fait une recommandation pour qu'on nous annonce un petit peu à l'avance ce qui arrive. Chacun sait que l'ALAC va faire un commentaire sur le PAB mais on a su cela deux semaines avant que ça apparaisse. Je ne sais pas qui était inclus ici. Je n'ai pas regardé parce que c'est dans une liste que je ne suis pas mais c'est de nouveau un des points de l'ATRT-2 et j'espère que nous allons améliorer cela. C'est un des objectifs de l'ATRT-2. Nous n'allons pas régler le problème en une fois. Il y a beaucoup de petites choses à régler pour que ça fonctionne. Merci.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Merci Alan. Donc vous avez mentionné les commentaires du PAB. Non, nous n'avons pas envoyé d'avertissement à ICANN à l'avance donc nous sommes responsables de ne pas avoir averti ICANN.

ALAN GREENBERG: La bureaucratie d'ICANN le savait parce qu'on travaillait là-dessus. Ils étaient au courant.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Quelle partie de la bureaucratie d'ICANN était au courant?



ALAN GREENBERG: À partir du moment où Heidi dit à quelqu'un qui est à l'extérieur d'At-Large qu'il va y avoir une période de commentaires publics, ils sont au courant. Ensuite que ça passe à une liste, qu'on l'annonce, je ne sais pas.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Ce n'est pas comme ça que ça marche en tout cas. Notre personnel doit écrire un avertissement complet et l'envoyer pour qu'il soit publié. Il n'y a pas de système d'édition ou de rédaction faite par le personnel sur les commentaires publics.

ALAN GREENBERG: Non, l'annonce vient du groupe de travail qui dit: nous sommes en train de rédiger quelque chose et on fait un avertissement pour dire qu'on est en train de rédiger cela. C'est le processus tel qu'il fonctionne. On est supposé annoncer à l'avance qu'on travaille sur un commentaire public, non?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Je peux vous dire que chaque mot qui est publié dans ce commentaire public est rédigé par nous-mêmes.

ALAN GREENBERG: Nous parlons de choses différentes.



OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Vous parlez de l'avertissement pour les commentaires publics qui vont être publiés.

ALAN GREENBERG: D'après ce que comprends, d'après ce que font les autres groupes de travail, il s'agit d'un email qui doit être envoyé quand on sait qu'il va y avoir un commentaire public. Avant de le rédiger, avant qu'on ait son texte, avant qu'il soit approuvé, on envoie cet avertissement.

HOLLY RAICHE: Est-ce qu'on peut résoudre cela? Est-ce qu'on peut voir comment fonctionne le processus vraiment? S'il vous plaît, vérifions cela.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: D'accord. C'était le premier point. Ensuite le deuxième point, c'était les recommandations ATRT-2. Et sur cette période de commentaires de 21 jours et la période de réponses de 21 jours, je voudrais savoir si ça a été modifié. Donc ça peut être une question pour Ariel. Jusqu'à maintenant, on a fait un copier-coller sur la page Wiki. Il y a beaucoup de choses qui ont été modifiées depuis. Donc Ariel, est-ce que vous pouvez s'il vous plaît vous renseigner sur ce point?

Bien, on va continuer. On va donner la parole à la personne suivante qui est dans la queue. Donc j'ai Garth, ensuite Tijani, ensuite Dev et ensuite Jose Arce.



GARTH BRUEN:

Merci. Garth Bruen, président de NARALO. Et je suis tout à fait d'accord avec Wolf. Les deux points sur lesquels il a fait des recherches sont deux points. Il y a un père et une mère de tous nos problèmes, une origine de tous nos problèmes. Et mon approche différente était de demander à nos ALS de penser à un problème.

Et, lorsque j'ai recueilli ce problème, je me suis rendu compte que c'était inférieur à ce que Wolf voulait. Donc on pourrait peut-être simplifier les choses, demander à nos ALS, essayer de les faire participer aux déclarations publiques si on peut communiquer avec eux. Et on a besoin d'une communication du haut vers le bas bien sûr.

Les outils que nous utilisons: At-Large a besoin d'une interface. On doit pouvoir voir ses messages, voir son groupe de travail, voter, mettre un rapport de réunion, mettre un rapport mensuel, faire tout le travail que nous devons faire en collaboration. Et il doit y avoir un point focal sur ce que nous faisons.

Et, à ce moment-là, on peut prendre ce que l'on fait et le baser sur des résultats. On peut avoir un agenda et, à la fin de l'année, on peut avoir un produit, voir comment fonctionne le système, voir où est-ce que ça ne marche pas et essayer de régler les problèmes là où ça ne marche pas.

C'est quelque chose que les grandes organisations font tous les jours. C'est comme ça qu'elles fonctionnent. Et on ne le fait pas. On utilise des listes d'emails et ça fait déjà vingt ans qu'on utilise ce système. Et il faut voir un petit peu comment on peut sortir de ce système et avancer plus rapidement.



OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Merci Garth. Tijani?

TIJANI BEN JEMÀ: Merci Olivier. Je ne pense pas que 21 jours de commentaires publics et 21 jours de réponses soient suffisants. Je pense qu'il faut se mettre de l'autre côté. On est dans un groupe de travail, on produit quelque chose. On va le publier pour les commentaires publics, on aura 21 jours + 21 jours. Il va falloir répondre à tous les commentaires. Ensuite, il va falloir rerédiger son rapport, l'envoyer. C'est vraiment très, très long. Si on le rend encore plus long, ça sera trop long. Donc je ne pense pas que ce soit trop court.

Deuxième point: j'ai l'impression que, quand on parle de développement de politiques ou d'intérêts politiques pour nos RALO et pour nos ALS, on passe immédiatement aux commentaires publics. Si on fait cela, on n'aura pas de résultats à mon avis.

Et je suis aussi d'accord avec Alan. Ne vous attendez pas à ce que les ALS et les RALO fassent davantage de travail sur le développement de politiques si on ne change pas notre manière de travailler. Nous devons faire ce que nous faisons actuellement pour les commentaires publics. Et je ne pense pas que les RALO et les ALS puissent le faire. Mais, en même temps, lorsque l'on soumet nos sous-déclarations, nos commentaires, nos conseils, on peut revenir aux ALS, revenir aux RALO et faire un travail après les délais, après la date butoir et essayer d'obtenir leurs commentaires, essayer de leur expliquer, essayer de voir

ce qu'ils comprennent comme ça ils pourront s'intéresser petit à petit au développement de politiques.

Donc je ne pense pas que nous devions attendre que les choses changent et je ne pense pas que, si la période de commentaires et la période de réponse est plus longue, cela va résoudre notre problème.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Merci Tijani. Dev?

DEV ANAND TEELUCKSINGH: Merci. Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit concernant la tonne d'informations qu'on reçoit en permanence. Et je suis d'accord avec ce que disent les structures At-Large parce moi j'ai les mêmes problèmes.

Peut-être ce qu'il nous faut faire, c'est consolider certaines informations, essayer de les résumer, ne pas les envoyer telles qu'elles arrivent. Par exemple la newsletter qui arrive une fois par semaine. Donc, au lieu de lancer les commentaires publics, on reçoit des mails de tous les côtés. Essayons d'avoir une newsletter politique trois fois par semaine.

Et peut-être essayons aussi de ne pas faire du copier-coller des annonces de commentaires publics. Essayons de rentrer sur la page Wiki, At-Large peut essayer de commencer à introduire des commentaires, le groupe de travail d'At-Large peut aussi expliquer un peu de quoi il s'agit. Voilà, ça serait ma première idée.



Il y a des questions, comme par exemple rendre les informations accessibles, les traduire... Peut-être que ce que nous devons aussi essayer de faire c'est de voir la façon dont nous pouvons faire une webinaire politique, une téléconférence par exemple pour tous les membres de l'At-Large. Ça doit être fait à l'extérieur de la téléconférence mensuelle d'ALAC.

Et, à ce moment-là, on va dire: de quoi il s'agit? On va demander à quelqu'un du groupe de travail de nous donner une petite idée de ce qu'est le problème et, à ce moment-là, ça permet de démarrer plus vite et de rendre les choses plus accessibles pour tout le monde. Voilà, c'est mon idée.

Garth l'a dit. Je pense qu'on pourrait aussi faire un tableau de bord dans lequel on rentrerait, on verrait les déclarations d'ALAC, ce qui est voté actuellement. Je pense que ce serait un petit peu un défi mais je pense qu'avec le groupe de travail de technologie, on pourrait faire un tableau de bord de ce type sur lequel chaque membre pourrait voir ce qui est en cours de réalisation. Et avec ces nouveaux changements qu'on va faire au site Internet d'ICANN – puisqu'on est en train d'essayer de personnaliser les contenus sur le site d'At-Large. Si ça vous intéresse, si vous voulez regarder la question des IDN, vous allez voir tout ce qui concerne les IDN lorsque vous rentrez sur le site d'At-Large et directement. C'est une façon de personnaliser le site.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Merci Dev. Nous avons une page Wiki de développement de politiques.



DEV ANAND TEELUCKSINGH: Oui, nous avons cette page de développement de politiques qui existe mais je pense que ce qui se passe c'est que les annonces d'ALAC concernent seulement les périodes de commentaires public. Et donc on va recevoir les pages d'annonces d'ALAC, on a créé une autre page Wiki. Il faut essayer de résumer tout ça.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Merci Dev. Jose Arce?

JOSE ARCE: Merci Olivier. Je suis Jose Arce pour les procès-verbaux. Je voudrais simplement faire une petite contribution par rapport à cette discussion. Et que ce soit, peut-être, une action à suivre. Il me semble que la coordination de toutes ces questions qui sont discutées est importante. Et je voudrais ajouter quelque chose.

Je pense que cette question pourrait aussi aborder les trois points de l'ordre du jour. C'est qu'il faut que l'on montre aux ALS que le résultat du travail de ceux qui sont plus engagés a, en fait, un impact au monde de l'ICANN. Les décisions, les déclarations que l'ALAC fait ont un impact certains aux décisions que le Conseil d'Administration prend.

Je me souviens, Olivier, d'avoir demandé à plusieurs reprises s'il y avait un groupe de travail qui s'occupait de suivre l'impact des déclarations de l'ALAC dans le processus de prise de décisions du Conseil et je pense



qu'on n'a pas un tel groupe. Mais ce serait bien d'en avoir un pour voir quel est l'impact de notre travail.

Si on montre aux ALS qu'il y a un travail sérieux qui est là, mais si on leur montrait l'impact de leur travail dans la prise de décisions, je pense que les ALS verraient cela comme étant – je ne trouve pas le mot – qu'ils ne le considèrent pas un effort pour arriver ailleurs. C'est ça qu'il faut montrer à ces personnes qui se joignent au monde de l'ICANN et qui veulent s'engager. Il faut leur montrer que le travail qu'ils vont faire n'est pas tout simplement comme on a dit pour légitimer le modèle multipartite. Et c'est pour cela qu'on est là, les utilisateurs finaux. On a déjà vu que, parfois, on n'a pas de voix, on n'a pas d'espace comme c'était le cas dans la réunion du Brésil. Je cherchais à trouver une réponse, Olivier, quant à l'espace qu'on allait occuper au Brésil mais Fadi ne semble pas avoir compris.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Merci Jose. Maintenant on a Fouad Bajwa.

FOUAD BAJWA: Merci Olivier. Je suis d'APRALO. La question essentielle du développement des politiques-mêmes en fait est qu'on a des définitions mais on devrait évaluer la participation des personnes. Pourquoi serait-ce qu'on n'a que 4 ou 5 personnes de chaque RALO qui participent au travail qu'il faut faire?

Et bien c'est parce qu'il y a des lacunes, des manques de communication entre les ALS dans le processus de développement de politiques.



La technologie-même est un facilitateur mais ce n'est pas la solution complète. Lorsque la communauté commençait à travailler sur la 'confluence' comme on disait, vous vous souviendrez peut-être que je disais que ça pourrait résoudre beaucoup de problèmes pour la réduction de ces fossés.

Par exemple, les listes de diffusion pourraient être intégrées au système de confluence. On aurait une seule interface à travers laquelle on pourrait accéder à tous les documents, à toutes les communications, toutes les annonces.

Et puis le système de confluence d'autre part fonctionne séparément et vous avez peut-être vu que, dans l'Internet Society, ils ont des différents groupes d'intérêts. Au sein de ce cadre, IANA a des différentes listes de discussion sur lesquelles les personnes maintiennent différentes discussions.

Donc on n'a pas une liste de discussion sur les politiques à l'ALAC. On n'a pas une seule liste consacrée. Si on a des ALS dans ce processus de développement de politiques, en fait ce serait beaucoup mieux d'avoir des listes de diffusion consacrées.

Donc, en fait, pourquoi devrait-on engager la quantité de participants des ALS pour développer les processus de commentaires publics?

D'autre part, la suggestion de Dev me semble très bonne mais, en même temps, on a toujours des problèmes et du mal à faire lire la quantité d'informations qui passent de l'ALAC aux ALS.



Si on veut que notre bulletin soit suivi, on devrait penser si on a une page mensuelle ou hebdomadaire qui se met à jour de façon périodique.

On fait toujours référence à la question des problématiques, aux détails des problématiques. C'est ça qui nous occupe. On a toujours une page sur le site de l'ICANN qui a toutes les questions de politiques. Mais cela change tout le temps.

Il faut qu'on trouve une sorte de moyen d'intégration avec le processus principal à travers lequel on pourrait consolider toutes ces informations qui sont générées en une seule page.

Alors il va falloir qu'on reconsidère la façon dont on se sert des technologies. Il va falloir qu'on reconsidère la façon de consolider ces informations.

Je sais qu'il y a des ALS qui ne sont pas directement engagées avec ces questions.

Et, pour le cas de l'APRALO au moins, c'est comme ça que ça marche. Dans nos régions, il y a une participation problématique qui est aussi diverse.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND:

Merci Fouad. Vous avez mentionné beaucoup de points intéressants. Je sais que le groupe de travail sur la technologie est centré là-dessus. On a plus vraiment le temps de discuter quatre sujets mais on a eu le temps que d'en discuter un. Il y a beaucoup d'autres sujets à discuter. J'ai



Holly, Evan, Alan. On nous a donné cinq minutes mais je vous demande de prendre une minute pour vos commentaires. Okay, alors Holly?

HOLLY RAICHE: J'adore les solutions technologiques mais je n'aime pas recevoir des liens aux questions et ne pas savoir où les trouver. Donc j'essayerai de contribuer mais je n'arrive pas. C'est ça qui me gêne.

Pour ce qui est du développement de politiques –

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Le lien ne fonctionne pas?

HOLLY RAICHE: Non, je ne trouve pas le lien en fait. Je me rends sur la page pour trouver des informations et je me trouve perdue.

Je vais aussi à la page des politiques pour voir où est le lien pour quelque chose d'autre –

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Celui du développement des politiques?

HOLLY RAICHE: Non, j'y ai été mais, lorsqu'on essaie de faire quelque chose d'autre avec le lien, je ne le trouve pas.



INTERVENANT MÂLE: Je sais, il y a plein de couches là.

HOLLY RAICHE: Maureen sait de quoi je parle, c'est frustrant.

L'autre aspect positif est que tous ceux qui travaillent – et c'est pour moi mais pour tout le monde que je le dis – sur les sites devraient avoir un paragraphe court par exemple qui dise: UDRP. Personne ne va le lire mais si on dit: il s'agit du cas où un titulaire de domaine pourrait perdre un nom. Et donc, si on ne comprend pas ce qu'est le titre, ça vous montre pourquoi cela est important pour l'unité constitutive. Si on faisait ça, on pourrait avoir davantage de commentaires.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Oui. Merci Holly. On avait une action à suivre pour faire cela. On a essayé de le faire mais c'était beaucoup de travail et Ariel va devoir s'y mettre! J'ai Wolf et Alan.

WOLF LUDWIG: Merci Olivier. Entre autres, j'ai mentionné des problèmes de la structure ascendante. Je pense que c'est une question de qualité et de trouver les listes de diffusion. Au cas où toutes les ALS sont abonnées aux annonces, vous allez voir que les informations sont les mêmes que sur les listes régionales. C'est une question d'application. Et ça arrive à chaque fois. À plusieurs reprises, si on veut suivre une annonce et



uniquement cette annonce, il faudrait que l'on suive seulement ça. C'est un exemple tout simple que je vous donne.

Si on va au système de distribution, vous allez trouver facilement moins d'informations sur l'application de ces informations. Et cela va attirer plus d'attention de peu de personnes. Donc cela peut être amélioré de façon immédiate et ça provoquerait moins de problèmes, moins de réponses négatives des membres. Comme je l'ai dit avant, c'est une plainte qu'on a déjà beaucoup entendu dire à nos membres. Merci.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Merci Wolf. C'est une action à suivre. Il faut qu'on vérifie que toutes ALS sont abonnées aux annonces de l'ALAC.

Alan Greenberg?

ALAN GREENBERG: Oui, trois commentaires très courts. Jose a fait une déclaration sur l'impact des décisions qui était très intéressante mais il s'est trompé en un aspect. Il parle de l'impact des décisions au Conseil. Mais en fait, si nos déclarations avaient un impact, on a un impact aussi aux autres groupes de travail. Et le Conseil doit être conseillé parce qu'il ne faut pas des erreurs. Donc c'est facile de voir nos recommandations avec les groupes de travail et de considérer comment nos recommandations ont été considérées et comment cela a impacté leurs décisions. C'est beaucoup plus facile de mesurer cela au niveau des groupes de travail. Nos commentaires et notre travail a un impact et il faut qu'on



l'enregistre. C'est vrai ce que dit Jose mais c'est une autre cible. Ce n'est pas le Conseil qui va être impacté. C'est les groupes de travail.

D'autre part sur la liste de diffusion, j'ai annoncé il y a un an ou deux ce que je vais répéter maintenant. L'utilisation de nos listes de diffusion est différente selon le cas. Il y a beaucoup de combinaisons dépendantes de la liste à laquelle vous êtes abonné. On n'a pas de cohérence entre toutes. Donc ce n'est pas qu'on doit chercher à envoyer une annonce sur une seule liste pour ne pas doubler parce que les gens ne sont pas tous abonnés à toutes les listes. Donc il faut que ce soit cohérent, oui, mais il y a un nombre de combinaisons.

Moi, j'adore les wikis mais il y a des gens dans notre groupe qui n'ont pas un accès facile aux outils en ligne. Les listes de diffusion fonctionnent bien dans ce sens.

Et, pour conclure quant à l'espace qu'on a sur notre page web, sur nos pages wikis à mon avis est horrible. Indépendamment du site sur lequel vous vous rendez, il faut toujours aller jusqu'au bas de la page pour trouver ce qui est important. Sur notre page de développement de politiques, on répète complètement ce qui est sur le site de l'ICANN mais dans un format moche. C'est presque impossible de trouver les mêmes informations. Même notre page de développement de politiques qui montre quelles sont les problématiques pour lesquelles on développe des politiques, vous avez une page et, là-dessus, vous ne voyez rien autre que des liens ailleurs. Même la liste de problématiques les plus importantes pour l'ALAC qui date de 2010.



OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Oubliez tout ça.

ALAN GREENBERG: Oui mais c'est les wikis aussi. Ce n'est pas que la page web.

Une partie de ce qu'on fait nous fait travailler de plus.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Merci Alan. On m'a permis de donner la parole à Dev.

DEV ANAND TEELUCKSINGH: Merci. J'ai des petits commentaires. Fouad, il y a un bulletin de politiques mais le fait de l'avoir signifiera qu'on aura moins d'emails. Et, vu que les emails sont consolidés, on aurait un lien immédiat à la page wiki d'At-Large.

D'autre part, la consolidation de tout cela ferait que, lorsqu'on lance une période de commentaires publics, les présidents des groupes de travail de développement de politiques devraient voir pourquoi ça les intéresse. Parce que les résultats du PDP de la IRTP, vous allez faire quoi de ça? Pourquoi ça vous intéresse? Pourquoi devriez-vous vous engager si vous voyez cela?

Donc on a structuré la page du développement de politiques. Et, c'est vrai, ça pourrait être mieux. Le groupe de travail des technologies s'occupe de cela mais il faut qu'on ait davantage de personnes pour pouvoir le faire. Voilà. On l'apprécierait.



OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND: Merci Dev. On n'a plus le temps mais, à main levée, dites-moi combien parmi vous sont abonnés à myICANN.org qui, normalement, était censé faire un filtre des sujets. Je vois que la moitié des personnes sont abonnées à myICANN.org. Cela devrait un peu vous aider à trier quels sont les sujets.

D'autre part, combien parmi vous lisent les bulletins mensuels que Heidi et son équipe écrivent? Le bulletin ou la mise à jour mensuelle des politiques? Tout le monde. Au moins, déjà ça! Non, pas celle de l'ICANN, celle de At-Large. Celle qui est sur l'écran, voyez? Mise à jour du 14 mars At-Large. Vous avez cinq points là-dessus, de 10 à 14. Dans toutes les langues.

Voilà, c'est tout pour aujourd'hui. Merci. On n'a pas pu s'occuper des points 2, 3 et 4 de l'ordre du jour. Cheryl est à côté de moi et je pense qu'elle ne va pas nous permettre de nous occuper de ces questions maintenant. Il va falloir qu'on le fasse plus tard. On s'excuse avec les personnes qui étaient là pour les points 2, 3 et 4. La séance est maintenant close.

Merci.

